

4

(N° 66.)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 13 DÉCEMBRE 1922.

Projet de loi

autorisant le Gouvernement à accéder à une Convention signée à Genève le 4 octobre 1922, par les Gouvernements britannique, français, italien, tchèque-slovaque et autrichien en vue d'aider l'Autriche dans son œuvre de restauration économique et financière.

EXPOSÉ DES MOTIFS.

MESSIEURS,

La Société des Nations a été conviée par le Conseil Suprême des Alliés auquel l'Autriche avait fait appel, à examiner le problème difficile du relèvement financier de ce pays. Le Conseil de la Société a, dans ce but, formé un comité de l'Autriche, composé de cinq délégués : Lord Balfour, M. Hanotaux, le Marquis Imperiali, M. Benès et Monseigneur Seipel. Ceux-ci ont fait appel à un Comité d'experts financiers composé de sept membres, réunis sous la présidence de M. Janssen, directeur de la Banque Nationale de Belgique.

Après une étude approfondie, il fut reconnu qu'un ensemble de mesures énergiques destinées à assurer l'équilibre du budget s'imposaient d'urgence.

Il parut nécessaire, dans cette vue, de recourir à un emprunt international d'ordre privé, pour combler le déficit prévu d'ici au moment où le plan de réformes, qui va être exposé, aura produit ses effets, c'est-à-dire à la fin de 1924. Ce déficit est évalué à 650,000,000 de couronnes-or.

Le projet qui fut arrêté assure l'intégrité politique et l'indépendance économique de l'Autriche. D'autre part, celle-ci s'oblige à suivre un programme de réformes destinées à réduire ses dépenses, à augmenter ses recettes, à équilibrer son budget et à arriver ainsi à arrêter la baisse de la couronne.

La surveillance de l'exécution du programme a été attribuée à un commissaire général qui a pour mission d'assurer la mise en action des règlements édictés.

Le Gouvernement a communiqué au Bureau des Chambres, à l'intention des membres qui désireraient se documenter complètement sur la question, l'exposé de la situation actuelle de l'Autriche et du programme des réformes.

Pour que l'emprunt international dont il est parlé plus haut ait chance de réussite, il est indispensable qu'il soit garanti par des Gouvernements étrangers. La Grande-Bretagne, la France, l'Italie, la Tchéco-Slovaquie ont garanti ensemble 80 p. c.; l'Espagne 5 p. c.; la Suisse garantira 20,000,000 de francs suisses. La Belgique a, de son côté, un intérêt politique et économique à ne pas se tenir à l'écart de cette action internationale et à prendre sa part de la garantie.

Il faut remarquer que cette participation n'implique aucun versement de fonds et n'est destinée qu'à donner confiance aux souscripteurs du futur emprunt autrichien, lequel sera garanti en premier rang par le produit des douanes et des tabacs.

Ce produit est évalué à 80,000,000 de couronnes-or pour les douanes et à 40,000,000 de couronnes-or pour les tabacs; il sera donc largement suffisant. Si l'œuvre de réforme réussit, aucune somme ne sera décaissée par l'État belge. Or, les renseignements suivants que le Gouvernement a obtenus récemment, lui permettent d'espérer que l'œuvre de réforme est en bonne voie.

Le Conseil de la Société des Nations avait envoyé à Vienne une délégation provisoire sous la présidence de M. Janssen. Dès son arrivée en Autriche, le 16 octobre dernier, la délégation s'occupa des moyens d'arrêter l'inflation fiduciaire. Le 3 novembre, le Parlement autrichien a voté une loi de trésorerie prévoyant l'escompte de bons du Trésor en couronnes-or destinés à couvrir le déficit jusqu'au moment de l'entrée des fonds de l'emprunt international, sans avoir recours à de nouvelles émissions de papier. Les négociations avec le consortium des banques viennoises ont amené une première souscription de 50,000,000 de couronnes-or, dont les versements sont en cours. D'autres ressources provisoires seront acquises, grâce aux reliquats des crédits accordés par la France, l'Italie, la Tchéco-Slovaquie, et à la part revenant à l'Autriche de l'encaisse or de l'ancienne banque d'Autriche-Hongrie en liquidation.

En outre, le Gouvernement autrichien s'est expressément engagé par une lettre du 18 novembre 1922, adressée au Président de la Délégation, à ne plus recourir à la Banque austro-hongroise pour obtenir les sommes nécessaires à l'Administration de l'État.

Le Parlement a ensuite définitivement approuvé la loi et les statuts de la nouvelle banque nationale d'Autriche, au capital de 30,000,000 de couronnes-or. Les statuts de cette banque lui interdisent de faire directement ou indirectement des avances à l'État; elle ne pourra se livrer qu'à des opérations purement commerciales.

Les trois protocoles de Genève ont été soumis au Parlement autrichien, le 9 octobre 1922, et le programme de réformes et d'assainissement financier de l'Autriche, rédigé par le Gouvernement autrichien en collaboration avec la Délégation provisoire de la Société des Nations, a été déposé dans le délai convenu, le 4 novembre 1922.

Le Parlement autrichien a voté en même temps la loi des pleins pouvoirs. C'est une loi spéciale donnant pendant deux ans à un conseil de cabinet élargi où sont représentés tous les partis politiques suivant le principe de la représentation proportionnelle, pleins pouvoirs de prendre, dans les limites du

plan arrêté, toutes les mesures nécessaires pour assurer le rétablissement de l'équilibre budgétaire.

L'opération en bons du Trésor permet d'assurer la Trésorerie jusqu'à la fin de l'année et, conformément au programme de la Société des Nations, la ratification par toutes les puissances intéressées est absolument nécessaire avant la fin de l'année 1922.

Tout le système repose sur le fait que les ratifications seront acquises avant le 31 décembre 1922. Il y a donc urgence. D'autre part, il n'a pas été possible de présenter un projet de loi avant la date actuelle parce qu'il a fallu attendre la ratification par le Parlement autrichien.

Le Conseil d'Autriche, présidé par Lord Balfour, aura à procéder à la désignation du commissaire général, représentant la Société des Nations et qui partira immédiatement pour Vienne afin de remplacer la délégation provisoire du Conseil qui a assuré déjà intérimairement le contrôle financier de l'Autriche.

Le Gouvernement belge aura un droit de contrôle dans la mise en application des réformes. Il sera, en effet, institué un comité de contrôle des Gouvernements garants. Chaque puissance disposera d'un nombre de voix proportionné à l'importance de sa participation dans la garantie générale. C'est ce Comité qui s'occupera des conditions techniques de l'emprunt et des modalités selon lesquelles il sera procédé dans le cas où il y aurait lieu de faire appel aux garanties.

Il sera en relations constantes avec le Commissaire Général et s'occupera de tous les points qui présentent de l'intérêt pour les nations garantes.

Dès les dernières réunions du Conseil de la Société des Nations, le Gouvernement a tenu à marquer, par l'intermédiaire de son délégué, M. Hymans, son intention de prendre part à la garantie réservant la proportion selon laquelle il jugerait opportun de la limiter.

Il estime actuellement qu'une quote part de 2 1/2 p. c. sur le capital de 520,000,000 qui doit être effectivement garanti — soit 2 p. c. sur le capital de 650,000,000 à émettre — remplira le but que l'on se propose.

Il ne doute pas que les Chambres partageront sa manière de voir et accorderont la garantie, sous les conditions générales qui viennent d'être indiquées.

*Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,*

G. THEUNIS.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

HENRI JASPAR.

PROTOCOLE N° I.*DÉCLARATION.*

LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ BRITANNIQUE, LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE, LE GOUVERNEMENT DE SA MAJESTÉ LE ROI D'ITALIE ET LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE TCHÉCOSLOVAQUE,

D'une part,

Au moment où ils entreprennent d'aider l'Autriche dans son œuvre de restauration économique et financière,

Agissant uniquement dans l'intérêt de l'Autriche et de la paix générale et d'accord avec les engagements qu'ils ont déjà pris quand ils ont accepté de devenir Membres de la Société des Nations,

Déclarent solennellement,

Qu'ils respecteront l'indépendance politique, l'intégrité territoriale et la souveraineté de l'Autriche;

Qu'ils ne chercheront aucun avantage spécial ou exclusif d'ordre économique ou financier de nature à compromettre directement ou indirectement cette indépendance;

Qu'ils s'abstiendront de toute action qui pourrait être contraire à l'esprit des conventions qui seront stipulées en commun pour la reconstruction économique et financière de l'Autriche ou qui pourrait porter préjudice aux garanties que les Puissances auront stipulées pour sauvegarder les intérêts des créanciers et des États garants;

Et que, le cas échéant, en vue d'assurer le respect de ces principes par toutes les nations, ils s'adresseront, en conformité avec les règles du Pacte de la Société des Nations, soit individuellement, soit collectivement, au Conseil de la Société pour qu'il avise aux mesures à prendre et qu'ils se conformeront aux décisions dudit Conseil.

LE GOUVERNEMENT DE LA RÉPUBLIQUE FÉDÉRALE D'AUTRICHE,

D'autre part,

S'engage, dans les termes de l'article 88 du traité de Saint-Germain, à ne pas aliéner son indépendance; il s'abstiendra de toute négociation et de tout engagement économique ou financier qui serait de nature à compromettre directement ou indirectement cette indépendance.

Cet engagement ne s'oppose pas à ce que l'Autriche conserve, sous réserve

des dispositions du Traité de Saint-Germain, sa liberté en matière de tarifs douaniers et d'accords commerciaux ou financiers et, en général, pour tout ce qui touche à son régime économique ou à ses relations commerciales, étant entendu, toutefois, qu'elle ne pourra porter atteinte à son indépendance économique par l'octroi à un Etat quelconque d'un régime spécial ou d'avantages exclusifs, de nature à menacer cette indépendance.

Le présent Protocole restera ouvert à la signature de tous les Etats qui voudront y adhérer.

En foi de quoi, les soussignés, dûment autorisés à cet effet, ont signé la présente Déclaration (Protocole I).

Fait à Genève, en un seul exemplaire, qui restera déposé au Secrétariat de la Société des Nations et sera par lui immédiatement enregistré, le quatre octobre mil neuf cent vingt-deux.

(Signé) BALFOUR.
G. HANOTAUX.
IMPERIALI.
{ KRCMAR.
{ POSPISIL.

(Signé) SEIPEL.

PROTOCOLE N° II

En vue d'aider l'Autriche dans son œuvre de restauration économique et financière, les GOUVERNEMENTS BRITANNIQUE, FRANÇAIS, ITALIEN, TCHÉCOSLOVAQUE et AUTRICHIEN ont arrêté d'un commun accord les dispositions suivantes :

ARTICLE PREMIER.

Le *Gouvernement autrichien* pourra créer, sous la garantie résultant de la présente Convention, la quantité de titres nécessaires pour produire une somme effective équivalente au maximum à 650 millions de couronnes-or. Le capital et les intérêts des titres ainsi émis seront exempts de tous impôts, droits ou charges au profit de l'Etat autrichien.

ARTICLE 2.

Les frais d'émission, de négociations, de remise seront ajoutés au capital de l'emprunt fixé dans l'article précédent.

ARTICLE 3.

Le service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt sera assuré au moyen d'une annuité fournie par les revenus affectés en garantie de cet emprunt d'après les dispositions contenues dans le Protocole N° III.

ARTICLE 4

Le produit de cet emprunt ne pourra être employé que sous l'autorité du Commissaire général désigné par le Conseil de la Société des Nations et conformément aux obligations contractées par le Gouvernement autrichien et contenues dans le Protocole N° III.

ARTICLE 5.

Les Gouvernements britannique, français, italien, tchécoslovaque, sans préjudice des autres Gouvernements qui accéderaient à la présente Convention, s'engagent à demander sans délai à leur Parlement l'autorisation de garantir — sous réserve de l'approbation par le Parlement autrichien du Protocole N° III et du vote par ce Parlement de la loi prévue à l'article 3 de ce Protocole — le service de l'annuité de cet emprunt jusqu'à concurrence d'un maximum de 84 pour cent à répartir suivant arrangements spéciaux entre les intéressés.

ARTICLE 6.

Chacun des quatre gouvernements aura la faculté de désigner un représentant au Comité de contrôle dont les attributions sont fixées par les dispositions suivantes. Chacun de ces représentants disposera de vingt voix. Les gouvernements qui accepteraient de garantir le reliquat de l'annuité non couverte par la garantie des Gouvernements britannique, français, italien et tchécoslovaque auront également la faculté de désigner soit chacun un représentant, soit de s'entendre pour désigner des représentants communs. Chaque représentant aura une voix par fraction de 1 p. c. garantie par son Gouvernement.

ARTICLE 7.

Les modes d'application de la garantie, les conditions de l'emprunt, prix d'émission, taux d'intérêt, amortissement, frais d'émission, de négociations et de remise devront être soumis à l'approbation du Comité de contrôle des Etats garants. Le chiffre de l'annuité nécessaire au service des intérêts et de l'amortissement de l'emprunt sera également approuvé par le Comité de contrôle. Tout emprunt projeté par le Gouvernement autrichien, en dehors des conditions du programme visé au Protocole N° III, devra être soumis à l'approbation préalable du Comité de contrôle.

ARTICLE 8.

Le Comité de contrôle déterminera les conditions dans lesquelles devraient être effectuées les avances des gouvernements si la garantie était mise en action, ainsi que le mode de remboursement qui leur serait applicable.

ARTICLE 9.

Dans les limites des contrats d'émission, le Gouvernement autrichien aura le droit d'opérer la conversion des emprunts avec l'assentiment du Comité de contrôle; il sera tenu d'exercer cette faculté sur la demande faite par le Comité de contrôle.

ARTICLE 10.

Le Comité de contrôle aura le droit d'exiger la production de situations et comptes périodiques ou tous autres renseignements de caractère urgent sur la gestion des revenus affectés en garantie; il pourra signaler au Commissaire général les modifications administratives et améliorations de nature à accroître leur productivité. Les modifications de tarifs de ces recettes, qui seraient de nature à réduire leur rendement global minimum, évalué en or, tel qu'il sera arrêté avant l'émission des emprunts pour couvrir les annuités nécessaires, devront être soumises à l'approbation préalable du Comité de contrôle. Il en sera de même pour les projets de contrats de concession ou d'affermage de ces revenus.

ARTICLE 11.

Au cas où le rendement des revenus affectés serait insuffisant et risquerait de mettre en action la garantie des gouvernements, le Comité de contrôle pourra requérir l'affectation d'autres revenus suffisants pour faire face au service de l'annuité.

Tout projet d'acte ou de contrat de nature à modifier notablement la consistance du domaine de l'Etat autrichien sera communiqué au Comité trois semaines avant que l'acte ne devienne définitif.

ARTICLE 12.

Le Comité de contrôle se réunira périodiquement à telles dates qu'il fixera lui-même, de préférence au siège de la Société des Nations. Il ne pourra communiquer qu'avec le Commissaire général; celui-ci devra assister ou se faire représenter aux réunions du Comité de contrôle. Les décisions de ce Comité sont prises à la majorité absolue des voix présentes; toutefois, une majorité de deux tiers des voix présentes sera requise pour les décisions relatives aux articles 7 et 8.

Le Comité de contrôle sera convoqué en session extraordinaire sur une demande réunissant au moins dix voix.

ARTICLE 13.

Le Comité de contrôle ou chacun de ses membres pourra demander tous renseignements et éclaircissements sur l'élaboration du programme de réformes financières et sur son exécution. Le Comité pourra adresser au Commissaire général toutes observations et lui faire toutes représentations qui seraient reconnues nécessaires pour sauvegarder les intérêts des gouvernements garants.

ARTICLE 14.

En cas d'abus, le Comité de contrôle ou tout Etat garant pourra adresser un recours au Conseil de la Société des Nations, qui se prononcera sans délai.

ARTICLE 15.

En cas de différend concernant l'interprétation de ce Protocole, les parties accepteront l'avis du Conseil de la Société des Nations.

En foi de quoi les soussignés dûment autorisés à cet effet ont signé le présent Protocole.

Fait à Genève en un seul exemplaire, qui restera déposé au Secrétariat de la Société des Nations et sera par lui immédiatement enregistré, le quatre octobre mil neuf cent vingt-deux.

(Signé) BALFOUR.

G. HANOTAUX.

IMPERIALI.

} KRČMAR.

} POSPISIL.

(Signé) SEIPEL.

ANNEXES AU PROTOCOLE N° II.

PRÉAMBULE.

1. La garantie accordée par les États signataires du Protocole N° II s'appliquera à un emprunt autrichien de 650 millions de couronnes-or, les titres de cet emprunt devant avoir tous le même caractère et offrir la même sécurité, le Comité financier ayant calculé que le déficit autrichien doit être augmenté de 520 à 650 millions de couronnes-or, pour tenir compte des avances qui ont été faites par certains gouvernements au cours de cette année et qui ont droit à ce remboursement, soit sur le produit de l'emprunt organisé par la Société des Nations, soit en titres jouissant des mêmes gages et des mêmes avantages.

2. Toutefois, afin d'éviter que les avances pouvant résulter de la garantie de la part de l'emprunt autrichien qui devra être consacrée au remboursement des avances déjà faites ne puissent retomber sur des États non intéressés à ce remboursement, et afin que les sacrifices qui pourront avoir à être demandés éventuellement à ces États ne dépassent pas ceux que comporterait la garantie par eux d'un emprunt de 520 millions de couronnes-or, les gouvernements qui ont à obtenir des remboursements du Gouvernement autrichien (Gouvernements britannique, français, italien et tchécoslovaque) ont pris des dispositions qui font l'objet de l'annexe B.

ANNEXE A.

Les Gouvernements français, italien, tchécoslovaque s'engagent à affecter à la garantie des émissions de bons du Trésor ou opérations de trésorerie analogues, garanties par les recettes brutes des douanes et des tabacs et prévues par le rapport du Comité financier pour la période antérieure au vote des autorisations de garantie par les divers Parlements, le reliquat des avances promises en 1922 au Gouvernement autrichien et dont le montant était fixé :

France	55 millions de francs,
Italie	70 millions de liras,
Tchécoslovaquie . . .	500 millions de couronnes tchécoslovaques.

Par reliquat, on doit entendre non seulement les sommes non encore versées sur les totaux ci-dessus, mais celles qui, ayant été versées, seraient susceptibles, en raison de leur présente affectation, d'être libérées pour un autre emploi avec le consentement du Gouvernement autrichien. Aussitôt que celui-ci aura été obtenu, les reliquats, tels qu'ils sont ici définis, devront être sans délai mis à la disposition du Gouvernement autrichien pour être utilisés, sous l'autorité du Commissaire général ou de la délégation provisoire du Conseil, aux opérations de trésorerie visées ci-dessus.

Aussitôt que les autorisations de garanties votées par les divers Parlements

auront atteint un total d'au moins 80 p. c., les reliquats d'avances ainsi utilisés en garantie seront libérés et remboursés aux gouvernements intéressés.

Fait à Genève, le quatre octobre mil neuf cent vingt-deux.

(Signé) BALFOUR.
G. HANOTAUX.
IMPERIALI.
{ KRČMAR.
{ POSPISIL.

ANNEXE B.

La répartition de la garantie entre les quatre Gouvernements britannique, français, italien et tchécoslovaque, prévue par l'article 5 du Protocole II et le paragraphe 2 du préambule, aura lieu conformément aux dispositions suivantes :

1. La garantie des annuités correspondant à la somme de 130 millions, nécessaire pour le remboursement des avances visé au paragraphe premier du préambule, sera répartie par tiers entre les trois Gouvernements britannique, français et tchécoslovaque.

2. La somme nécessaire au remboursement du crédit tchécoslovaque s'élevant à environ 80 millions de couronnes-or, le Gouvernement tchécoslovaque s'engage à limiter à 60 millions de couronnes-or le montant du remboursement auquel il aura droit sur le produit de l'emprunt. Il acceptera en paiement de cette part de 60 millions des titres de l'emprunt émis en sus du montant des souscriptions effectives. Quant au solde de cette créance, il se contentera, pour le couvrir, de bons libellés en couronnes tchécoslovaques et jouissant des mêmes droits et gages que les titres de l'emprunt; mais il est entendu que ces bons ne bénéficieront pas de la garantie des autres gouvernements et pourront être émis en excédent du chiffre de 650 millions.

Le Gouvernement britannique et le Gouvernement français, qui ont droit, aux termes de leurs contrats, au remboursement total du montant de leurs avances sur le produit du premier emprunt, acceptent un barème de remboursement progressif faisant porter sur les dernières tranches d'emprunt la plus grande partie de la charge du remboursement.

L'Italie aura droit au remboursement sur le produit de l'emprunt, conformément à un barème de paiement identique à celui adopté pour la créance anglaise de la part de son avance qui n'aura pas été recouvrée après avoir été employée aux termes de l'annexe A. En cas de mise en action de la garantie, l'Italie, en ce qui concerne la garantie de 130 millions, supportera seulement la charge afférente à la part de l'annuité de l'emprunt correspondant au montant des remboursements auxquels elle a droit.

Dans la mesure où l'Italie sera amenée à assumer ainsi une partie de la garantie des 130 millions, la part de garantie de la France, de la Tchécoslovaquie et de la Grande-Bretagne sera diminuée d'autant.

Fait à Genève, le quatre octobre mil neuf cent vingt-deux.

(Signé) BALFOUR.
G. HANOTAUX.
IMPERIALI.
{ KRČMAR.
{ POSPISIL.

NOTE INTERPRÉTATIVE.

De la comparaison de l'article 5 du Protocole N° II (fixant au maximum de 84 p. c. la garantie des quatre gouvernements à répartir suivant arrangement) du préambule et de l'annexe B, il ressort :

Que chacun des quatre gouvernements s'engage à garantir chacun 20 p. c. de l'annuité correspondante au capital emprunté pour faire face au déficit de 520 millions ;

Que la répartition de la garantie sur l'excédent de l'annuité correspondant à la différence de 130 millions entre le total de 650 et cette somme de 520 millions sera réglée conformément à l'annexe B.

Genève, le 4 octobre 1922.

(Signé) BALFOUR.
G. HANOTAUX.
IMPERIALI.
{ KRČMAR.
{ POSPISIL.

PROTOCOLE N° III.

Le soussigné, agissant au nom du Gouvernement autrichien et dûment autorisé à cet effet, déclare accepter les obligations qui suivent :

1. Le Gouvernement autrichien demandera au Parlement la ratification de la Déclaration politique signée par lui, qui fait l'objet du Protocole n° 1 :

2. Le Gouvernement autrichien établira, dans le délai d'un mois, en collaboration soit avec le Commissaire général, dont les attributions font l'objet du paragraphe 4 ci-dessous, soit avec une délégation provisoire du Conseil de la Société des Nations, qui pourra être nommée à cette fin, un programme de réformes et d'assainissement à réaliser par étapes et destiné à permettre à l'Autriche de rétablir un équilibre permanent de son budget dans un délai de deux ans et dont les lignes d'ensemble ont été tracées dans le rapport du Comité financier (Annexe). Ce programme devra mettre l'Autriche en mesure de satisfaire à ses obligations par l'accroissement des recettes et la réduction des dépenses; il exclura tout recours à l'emprunt, sauf dans les conditions qui y seront déterminées; il interdira, aux termes des statuts à donner à la Banque d'émission qui sera instituée, toute nouvelle inflation monétaire.

Il devra, en outre, permettre à l'Autriche d'assurer sur des bases permanentes sa stabilité financière, par un ensemble de mesures tendant à une réforme économique générale. Le rapport du Comité économique, qui traite de cet aspect du problème, sera dûment communiqué au Commissaire général.

Il est entendu qu'au cas où le premier programme apparaîtrait à l'usage comme insuffisant pour rétablir un équilibre permanent du budget dans un délai de deux ans, le Gouvernement autrichien devrait, en consultation avec le Commissaire général, y apporter les modifications appropriées au résultat essentiel à atteindre. Le Gouvernement autrichien demandera au Parlement d'approuver le plan ci-dessus.

3. Le Gouvernement autrichien présentera immédiatement au Parlement autrichien un projet de loi qui, pendant deux ans, donnera à tout gouvernement qui serait alors aux affaires pleins pouvoirs pour prendre, dans les limites de ce programme, toutes mesures qui, à son avis, seront nécessaires en vue d'assurer, à la fin de cette période, le rétablissement de l'équilibre budgétaire, sans qu'il soit nécessaire de recourir ultérieurement à une sanction nouvelle du Parlement.

4. L'Autriche accepte la nomination par le Conseil de la Société des Nations d'un Commissaire général, qui sera responsable devant le Conseil et révocable par lui. Ses fonctions sont définies dans leurs grandes lignes dans le rapport du Comité financier.

Il aura pour mission de requérir l'exécution du programme de réformes et de veiller à son exécution. Le Commissaire général résidera à Vienne. Il pourra s'adjoindre le personnel technique nécessaire. Les dépenses du Com-

missaire général et de son service seront approuvées par le Conseil et seront à la charge du Gouvernement autrichien. Le Commissaire général adressera tous les mois au Conseil un rapport sur le progrès des réformes et les résultats acquis. Ce rapport sera communiqué sans délai aux membres du Comité de contrôle.

Le Gouvernement autrichien accepte de ne pouvoir disposer des fonds provenant des emprunts, ni procéder aux opérations destinées à escompter le résultat des emprunts, qu'avec l'autorisation du Commissaire général, les conditions qui seront fixées par le Commissaire général pour accorder cette autorisation ne devant avoir d'autre objet que d'assurer la réalisation progressive du programme de réformes et d'éviter un avilissement des gages affectés au service de l'emprunt.

Si le Gouvernement autrichien estime que le Commissaire général a abusé de son autorité, il pourra adresser un recours au Conseil de la Société des Nations.

Les fonctions du Commissaire général prendront fin par décision du Conseil de la Société des Nations, quand celui-ci aura constaté que la stabilité financière de l'Autriche aura été assurée, sans préjudice du contrôle spécial des gages affectés au service de l'emprunt.

5. Le Gouvernement autrichien affectera comme gages à l'emprunt garanti les recettes brutes des douanes et du monopole des tabacs et, au cas où le Commissaire général l'estimerait nécessaire, d'autres gages spécifiques, d'accord avec lui. Il ne prendra aucune mesure qui, de l'avis du Commissaire général, serait de nature à diminuer la valeur de ces gages de façon à menacer la sûreté des créanciers et des États garants. Le Gouvernement autrichien ne pourra notamment faire subir, sans l'approbation du Commissaire général, aux tarifs des recettes affectées en garantie, des modifications qui seraient de nature à réduire leur rendement global minimum évalué en or, tel qu'il sera arrêté avant l'émission des emprunts pour couvrir les annuités nécessaires.

Le produit des revenus bruts affectés en gage sera versé à un compte spécial au fur et à mesure de leur perception, en vue d'assurer le service de l'annuité des emprunts. Le Commissaire général seul aura la disposition de ce compte. Le Commissaire général pourra requérir les modifications et améliorations de nature à accroître la productivité des recettes affectées en garantie. Au cas où, malgré ces représentations, la gestion du Gouvernement autrichien lui paraîtrait compromettre gravement la valeur de ces gages, il pourra requérir que cette gestion soit transférée à une administration spéciale, soit par voie de mise en régie, soit par voie de concession ou d'affermage.

6. a) Le Gouvernement autrichien s'engage à ne pas accorder de concessions qui, selon l'avis du Commissaire général, seraient de nature à compromettre l'exécution du programme de réformes.

b) Le Gouvernement autrichien abandonnera tout droit d'émission de papier-monnaie et ne négociera ni ne conclura d'emprunt, sinon conformément au programme défini ci-dessus et avec l'autorisation du Commissaire général. Si le Gouvernement autrichien se croyait dans la nécessité d'envisager des emprunts en dehors des conditions du programme visé dans ce protocole,

il devra soumettre ces projets à l'approbation préalable du Commissaire général et du Comité de contrôle.

c) Le Gouvernement autrichien demandera au Parlement les modifications jugées nécessaires, en conformité avec le rapport du Comité financier (Annexe), aux statuts de la Banque d'émission et, le cas échéant, à la loi du 24 juillet 1922 (*Bulletin des Lois* N° 490). Les statuts de la Banque d'émission devront lui assurer, vis-à-vis du Gouvernement, une pleine autonomie. Elle devra exercer les fonctions de caissier de l'Etat, centraliser les opérations de recettes et de dépenses et fournir des situations périodiques aux dates et dans la forme qui seront fixées d'accord avec le Commissaire général.

d) Le Gouvernement autrichien prendra et exécutera toutes les décisions nécessaires en vue de réaliser pleinement le programme d'assainissement, y compris les réformes administratives et les transformations indispensables dans la législation.

7. Le Gouvernement autrichien prendra toutes mesures en vue d'assurer le maintien de l'ordre public.

8. Tous les engagements définis ci-dessus, relatifs aux attributions du Commissaire général ou à des réformes d'ordre financier ou administratif, dans la mesure où ils se rapportent à une période postérieure au 1^{er} janvier 1923, sont conditionnels et ne deviendront définitifs que lorsque les Gouvernements britannique, français, italien et tchécoslovaque auront sanctionné leur promesse de garantie par l'approbation de leurs parlements respectifs.

Toutefois, le Gouvernement autrichien s'engage définitivement :

a) A prendre dès maintenant toutes les mesures en son pouvoir pour réduire le déficit, ces mesures comportant en particulier un relèvement des tarifs de chemin de fer, des postes, des télégraphes et des prix de vente du produit des monopoles ;

b) A présenter immédiatement au Parlement autrichien le projet de loi visé au paragraphe 3 qui, pendant deux ans, donnera au Gouvernement en exercice ou à tout gouvernement qui lui succèdera, pleins pouvoirs pour prendre toutes mesures qui, à son sens, seront nécessaires en vue d'assurer, à la fin de cette période, le rétablissement de l'équilibre budgétaire ;

c) A préparer immédiatement un programme de réforme, à provoquer les mesures législatives nécessaires, à appliquer les premières mesures d'exécution prévues dans ce programme d'ici au 1^{er} janvier 1923.

9. En cas de différend concernant l'interprétation de ce Protocole, les parties accepteront l'avis du Conseil de la Société des Nations.

Le présent Protocole sera communiqué aux Etats signataires du Protocole N° II, signé à Genève le 4 octobre 1922.

En foi de quoi le soussigné, dûment autorisé à cet effet, a signé le présent Protocole.

Fait à Genève en un seul exemplaire, qui restera déposé au Secrétariat de la Société des Nations et sera par lui immédiatement enregistré, le quatre octobre mil neuf cent vingt-deux.

(Signé) SEIPEL.

(1)

(Nr 66)

Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 15 DECEMBER 1922.

Wetsontwerp

waarbij de Regeering gemachtigd wordt toe te treden tot eene Overeenkomst geteekend te Geneve, den 4^e Augustus 1922, door de Britsche, Fransche, Italiaansche, Tsjecho-Slowaksche en Oostenrijksche Regeeringen, met het doel Oostenrijk te helpen in zijn werk van economischen en financieelen heropbouw.

MEMORIE VAN TOELICHTING

MIJNE HEEREN,

De Volkenbond is door den Oppersten Raad der Gealliëerden, op wien Oostenrijk een beroep gedaan had, verzocht geworden het moeilijke vraagstuk der financiële wederoprichting van dit land te onderzoeken. Met dit doel heeft de Volkenbond een comiteit voor Oostenrijk gevormd bestaande uit vijf afgevaardigden: Lord Balfour, den heer Hanotaux, Markies Imperiali, den heer Benès en Monseigneur Seipel. Deze hebben de medewerking ingeroepen van een Comiteit van financiële deskundigen bestaande uit zeven leden, vereenigd onder voorzitterschap van den heer Janssen, Bestuurder van de Nationale Bank van België.

Na eene grondige studie werd erkend dat het dringend noodzakelijk was eene reeks krachtdadige maatregelen te nemen, bestemd om evenwicht in de begrooting te brengen.

Te dien einde bleek het noodig zijne toevlucht te nemen tot een internationale leening van privaten aard, om het tekort te dekken dat voorzien wordt van nu af tot op den oogenblik waarop het plan van hervormingen, dat hierna uiteengezet wordt, zijne uitwerking zal hebben, het is te zeggen tot op het einde van 1924. Dit tekort wordt geschat op 650.000.000 kronen-goud.

Het voorstel waarover men het eens werd verzekert de politieke onschendbaarheid en de economische onafhankelijkheid van Oostenrijk. Van den anderen kant verplicht dit laatste zich een programma van hervormingen te volgen die bestemd zijn om zijne uitgaven te verminderen, zijne ontvangsten te vermeerderen, zijne begrooting in evenwicht te brengen en er aldus toe te komen het dalen van de kroon te doen ophouden.

Het toezicht over de uitvoering van het programma werd opgedragen aan eenen algemeenen commissaris, die gelast is voor het in werking stellen der uitgevaardigde reglementen zorg te dragen.

De Regeering heeft aan het Bureau der Kamers ten behoeve der leden, die aangaande dit vraagstuk volledige inlichtingen wenschen te bekomen de uiteenzetting van den huidige toestand van Oostenrijk en van het programma der hervormingen medegedeeld.

Om aan de internationale leening, waarvan hierboven sprake, kans van slagen te geven, is het volstrekt noodzakelijk dat zij door Vreemde Regeeringen gewaarborgd worde. Groot-Brittannië, Frankrijk, Italië, Tsjecho-Slowakije, hebben te zamen 80 t. h. gewaarborgd; Spanje 5 t. h., Zwitserland zal 20,000,000 Zwitserse franken waarborgen. Van zijnen kant heeft België er politiek en economisch belang bij zich niet van deze internationale actie afzijdig te houden en zijn aandeel aan den waarborg te nemen.

Er dient opgemerkt te worden dat deze deelneming geen storten van gelden in zich sluit en alleen voor doel heeft vertrouwen te schenken aan de inschrijvers op de aanstaande oostenrijksche leening, welke in de eerste plaats gewaarborgd zal worden door de opbrengst van de douanen en van de tabak.

Deze opbrengst wordt geschat op 80,000,000 kronen-goud voor de douanen en op 40,000,000 kronen-goud voor de tabak; zij zal dus ruim voldoende zijn. Indien dit hervormingswerk slaagt zal geen enkel bedrag door den Belgischen Staat moeten worden uitgegeven, en de volgende inlichtingen, die de Regeering kort geleden verkregen heeft, laten haar toe te hopen dat dit hervormingswerk op goeden weg is.

De Raad van den Volkenbond had eene voorloopige afvaardiging onder voorzitterschap van den heer Janssen naar Wenen gezonden. Zoodra deze op 16 October 11. in Oostenrijk aankwam heeft zij zich beziggehouden met de middelen om de vermeerdering van het papieren geld tegen te houden.

Op 3 November heeft het Oostenrijksche Parlement eene financiewet aangenomen waarbij voorzien wordt het disconteerden van schatkistbons in kronen-goud bestemd om het tekort te dekken tot op den oogenblik van het binnenkomen der gelden van de internationale leening zonder moeten over te gaan tot nieuwe uitgaven van papier. De onderhandelingen met het consortium der Weenske banken hebben geleid tot eene eerste intekening van 50,000,000 kronen-goud, waarvan de storting thans geschiedt. Andere voorloopige geldmiddelen zullen verkregen worden dank zij de overschotten der kredieten verleend door Frankrijk, Italië, Tsjecho-Slowakije, en het gedeelte dat aan Oostenrijk toekomt op den kasvoorraad in goud der voormalige Oostenrijksch-Hongaarsche bank in likwidatie.

Bovendien heeft de Oostenrijksche Regeering zich uitdrukkelijk verbonden door een brief van 18 November 1922, gericht tot den Voorzitter der Afvaardiging, hare toevlucht niet meer te nemen tot de Oostenrijksch-Hongaarsche Bank om de gelden te verkrijgen die zij noodig heeft voor het beheer van den Staat.

Het Parlement heeft yervolgens de wet en de statuten der nieuwe nationale bank van Oostenrijk, met een kapitaal van 30,000,000 kronen-goud, definitief

goedgekeurd. De statuten dezer bank verbieden haar rechtstreeks of onrechtstreeks voorschotten aan den Staat te verstrekken; zij zal zich slechts met zuiver commercieele verrichtingen mogen bezighouden.

De drie Protocollen van Genève werden den 9 October 1922 aan het Oostenrijksche Parlement voorgelegd en het programma van de hervormingen en van de financieele gezondmaking van Oostenrijk opgesteld door de Oostenrijksche Regeering in samenwerking met de Voorloopige Afvaardiging van den Volkenbond, werd binnen den overeengekomen tijd, op 4 November 1922, nedergelegd.

Het Oostenrijksche Parlement heeft tegelijkertijd de volmachtswet aangenomen. Dit is een bijzondere wet waardoor voor den tijd van twee jaar aan een verruimden ministerraad, waarin volgens het grondbeginsel der evenredige vertegenwoordiging alle politieke partijen vertegenwoordigd zijn, volmacht gegeven wordt om, binnen de perken van een vastgesteld plan, alle maatregelen te nemen noodig om het evenwicht der begrooting te herstellen.

De operatie met Schatkistbons laat toe in de behoeften der Schatkist te voorzien tot aan het einde van het jaar en overeenkomstig het programma van den Volkenbond is de bekrachtiging door al de betrokken Mogendheden volstrekt noodzakelijk voor het einde van het jaar 1922.

Het geheele stelsel berust op het feit dat de bekrachtigingen voor 31 December 1922 zouden verkregen worden.

De zaak lijdt dus geen uitstel. Van den anderen kant is het niet mogelijk geweest voor den huidige datum een wetsontwerp in te dienen daar er gewacht moest worden op de bekrachtiging door het Oostenrijksche Parlement.

De Raad voor Oostenrijk onder voorzitterschap van Lord Balfour zal den Algemeenen Commissaris, vertegenwoordiger van den Volkenbond, moeten benoemen; deze zal dan onmiddellijk naar Weenen vertrekken ter vervanging van de voorloopige afvaardiging van den Raad die reeds intusschentijd het financieele toezicht op Oostenrijk verzekerd heeft.

De Belgische Regeering zal een recht van toezicht hebben op het toepassen der hervormingen. Er zal immers een Comiteit van toezicht der borgblijvende Regeeringen worden ingesteld. Elke Regeering zal over een aantal stemmen beschikken in verhouding met haar aandeel in den algemeenen waarborg. Het is dit Comiteit dat zich zal bezighouden met de technische voorwaarden der leening en met de modaliteiten volgens welke er zou gehandeld worden ingeval een beroep op de waarborgen zou moeten gedaan worden.

Het zal voortdurend in verbinding staan met den Algemeenen Commissaris en zich bezighouden met al de vragen van belang voor de borgstaande natiën.

Reeds op de laatste vergaderingen van den Raad van den Volkenbond heeft de Regeering er aan gehouden door tusschenkomst van haren afgevaardigde, den heer Hymans, haar voornemen te doen kennen aan den waarborg deel te nemen, zich voorbehoudend later de verhouding vast te stellen tot welke zij het wenschelijk zou achten dezen waarborg te beperken.

Zij is thans van meening dat een aandeel van 2 1/2 p. c. in het kapitaal van 520,000,000 dat werkelijk gewaarborgd moet worden — zijnde 2 p. c. van het

uit te geven kapitaal van 650,000,000 — aan het doel dat nagestreefd wordt zal beantwoorden.

Zij twijfelt er niet aan dat de Kamers hare Aenswijze zullen deelen en den waarborg verleen en onder de algemeene voorwaarden die hierboven uiteengezet werden.

De Eerste Minister,

De Minister van Financiën,

G. THEUNIS.

De Minister van Buitenlandsche Zaken,

HENRI JASPAR.



PROTOCOL N° I.*VERKLARING.*

DE REGEERING VAN ZIJNE BRITSCH E MAJESTEIT, DE REGEERING DER FRANSCH E REPUBLIEK, DE REGEERING VAN ZIJNE MAJESTEIT DEN KONING VAN ITALIE EN DE REGEERING DER TSJECHO-SLOWAKSCH E REPUBLIEK,

Ter eene zijde,

Op het oogenblik dat zij het op zich nemen Oostenrijk te helpen in zijn werk van economisch en geldelijk herstel,

Uitsluitend handelend in het belang van Oostenrijk en van den algemeenen vrede en in overeenstemming met de verbintenissen die zij hebben aangegaan toen zij aangenomen hebben lid te worden van den Volkenbond,

Verklaren plechtig,

Dat zij de politieke onafhankelijkheid, de territoriale onschendbaarheid en de souvereiniteit van Oostenrijk zullen eerbiedigen;

Dat zij niet zullen trachten eenig bijzonder of uitsluitend voordeel van economischen of geldelijken aard te verkrijgen dat van aard zou zijn rechtstreeks of onrechtstreeks deze onafhankelijkheid in gevaar te brengen;

Dat zij zich zullen onthouden van elke daad die zou kunnen tegenstrijdig zijn met den geest der overeenkomsten die gemeenschappelijk zullen vastgesteld worden voor den economischen en financieelen heropbouw van Oostenrijk, of die zou kunnen schaden aan de waarborgen die de Mogendheden zullen vastgesteld hebben ten einde de belangen der schuldeischers en der waarborgende Staten te vrijwaren;

En dat zij zich, in voorkomend geval, ten einde deze beginselen door al de volkeren te doen eerbiedigen, overeenkomstig de regels van het Pact van den Volkenbond hetzij afzonderlijk hetzij gezamenlijk tot den Raad van den Bond zullen richten opdat hij raad geve over de te treffen maatregelen en dat zij zich naar de beslissingen van gezegden Raad zullen schikken.

DE REGEERING DER OOSTENRIJKSCH E BONDSREPUBLICK,

Ter andere zijde,

Gaat de verbintenis aan, luidens de tegenwoordingen van artikel 88 van het Verdrag van Saint-Germain, hare onafhankelijkheid niet te vervreemden; zij zal zich onthouden van elke onderhandeling en van elke economische of financieele verbintenis die van aard zou zijn hare onafhankelijkheid rechtstreeks of onrechtstreeks in gevaar te brengen.

Deze verbintenis belet niet dat Oostenrijk, onder voorbehoud der beschikkingen van het Verdrag van Saint-Germain, zijne vrijheid behoudt in zake tollarieven en handels- en financieele overeenkomsten en, over het algemeen, voor al wat zijn economisch regiem of zijne handelsbetrekkingen aangaat, met dien verstande echter, dat het geen afbreuk zal mogen doen aan zijn economische onafhankelijkheid, door aan om het even welken Staat een bijzonder regiem of uitsluitende voordeelen te verleenen die van aard zijn deze onafhankelijkheid in gevaar te brengen.

Dit Protocol zal open blijven voor onderteekening door al de Staten die zullen willen toetreden.

Ter oorkonde waarvan de ondergeteekenden, daartoe behoorlijk gemachtigd, deze Verklaring (Protocol I) onderteekend hebben.

Gedaan te Genève, in een exemplaar, dat op het Secretariaat van den Volkenbond zal neergelegd blijven en door hetzelfde onmiddellijk zal geregistreerd worden, den vierden October negentien honderd twee en twintig.

(geteekend) BALFOUR.
G. HANOTAUX.
IMPERIALI.
{ KRGMAR.
{ POSPISIL.

(geteekend) SEIPEL.

PROTOCOL N^o II.

Ten einde Oostenrijk in zijn werk van economisch en financieel herstel te helpen, hebben de Britsche, Fransche, Italiaansche, Tsjecho-Slowaksche en Oostenrijksche Regeeringen bij gemeen overleg de volgende beschikkingen getroffen :

ARTIKEL 1.

De Oostenrijksche Regeering zal, onder den waarborg voortvloeiend uit deze Overeenkomst, de hoeveelheid titels mogen uitgeven die noodig is tot het opbrengen van eene werkelijke som gelijk aan ten hoogste 650 miljoen kronen-goud. Het kapitaal en de interesten der aldus uitgegeven titels zullen vrij zijn van alle belastingen, rechten of lasten ten voordeele van den Oostenrijkschen Staat.

ARTIKEL 2.

De kosten van uitgifte, van verhandeling en van afgifte zullen bij het kapitaal van de in het voorafgaande artikel vastgestelde leening gevoegd worden.

ARTIKEL 3.

De dienst van de interesten en van de aflossing der leening zal verzekerd worden door middel van eene annuïteit verschaft door de inkomsten die, volgens de in Protocol n^o III vervatte beschikkingen, als waarborg voor deze leening bestemd zijn.

ARTIKEL 4.

De opbrengst dezer leening zal slechts mogen gebruikt worden onder het gezag van den door den Raad van den Volkenbond benoemden Algemeenen Commissaris en overeenkomstig de door de Oostenrijksche Regeering aangegane en in Protocol N^o III vervatte verplichtingen.

ARTIKEL 5.

De Britsche, Fransche, Italiaansche en Tsjecho-Slowaksche Regeeringen verplichten er zich toe, zonder uitsluiting der andere regeeringen die tot deze Overeenkomst zouden toetreden, onverwijld van hun Parlement de toelating te vragen om, onder voorbehoud der goedkeuring door het Oostenrijksche Parlement van het Protocol N^o III en der aanneming door dit Parlement van de in artikel 3 van dit Protocol voorziene wet — den dienst van de annuïteit dezer leening te mogen waarborgen tot een maximum bedrag van 8¼ per cent, te verdeelen volgens bijzondere schikkingen tusschen de belanghebbenden getroffen.

ARTIKEL 6.

Elke der vier regeeringen zal een vertegenwoordiger mogen benoemen in het toezichtscomiteit waarvan de bevoegdheden door de volgende beschikkingen vastgesteld worden. Ieder dezer vertegenwoordigers zal over twintig stemmen beschikken. De regeeringen die er zouden in toestemmen het overschot der annuïteit die niet door den waarborg der Britsche, Fransche, Italiaansche en Tsjecho-Slowaksche Regeeringen gedekt is, te waarborgen, zullen insgelijks hetzij ieder een vertegenwoordiger mogen benoemen, hetzij overeenkomen om gemeenschappelijke vertegenwoordigers aan te wijzen. Ieder vertegenwoordiger zal eene stem hebben per deel van 1 per cent gewaarborgd door zijne Regeering.

ARTIKEL 7.

De wijzen van toepassing van den waarborg, de voorwaarden der leening, de prijs van uitgifte, het bedrag van den interest, de aflossing, de kosten van uitgifte, van verhandelingen en van afgifte zullen aan de goedkeuring van het Toezichtscomiteit der waarborgende Staten moeten onderworpen worden. Het cijfer der annuïteit die noodig is voor den dienst der interesten en der aflossing van de leening, zal eveneens door het Toezichtscomiteit goedgekeurd worden. Elke leening door de Oostenrijksche Regeering buiten de voorwaarden van het in Protocol III bedoelde programma ontworpen, zal aan de voorafgaande goedkeuring van het Toezichtscomiteit moeten onderworpen worden.

ARTIKEL 8.

Het Toezichtscomiteit zal vaststellen in welke omstandigheden de voorschotten der Regeeringen zouden moeten gestort worden ingeval de waarborg in werking zou treden, alsook de wijze van terugbetaling die daarop zou toepasselijk zijn.

ARTIKEL 9.

Binnen de grenzen der contracten van uitgifte, heeft de Oostenrijksche Regeering het recht, met de toestemming van het Toezichtscomiteit, de leeningen om te zetten; op verzoek gedaan door het Toezichtskomiteit is zij verplicht dit recht uit te oefenen.

ARTIKEL 10.

Het Toezichtscomiteit heeft het recht de overlegging te eischen van Staten en periodische rekeningen of van andere inlichtingen van dringenden aard aangaande het beheer der als waarborg bestemde inkomsten; het mag den algemeensten Commissaris opmerkzaam maken op de administrative wijzigingen en de verbeteringen die van aard zouden zijn hunne productiviteit te vermeerderen. De wijzigingen in de tarieven dezer inkomsten, die van aard zouden zijn hunne globale minimum-opbrengst in goud berekend, zooals die vóór de uitgifte der leeningen tot dekking der noodige annuïteiten zal vastgesteld

worden te verminderen, zullen aan de voorafgaande goedkeuring van het Toezichtscomiteit onderworpen worden. Hetzelfde zal geschieden met de ontwerpen van contracten van vergunning of van verpachting dezer inkomsten.

ARTIKEL 11.

Ingeval de opbrengst der als waarborg bestemde inkomsten onvoldoende zou zijn en aldus de waarborg der regeeringen zou dreigen in werking te brengen, mag het Toezichtscomiteit eischen dat andere voldoende inkomsten aangewend worden om den dienst der annuïteit te verzekeren.

Elk ontwerp van akte of van contract dat van aard is den omvang van het domein van den Oostenrijkschen Staat aanzienlijk te wijzigen, zal drie weken vóór dat de akte definitief wordt, aan het Comiteit medegedeeld worden.

ARTIKEL 12.

Het Toezichtscomiteit zal geregeld op tijdstippen die het zelf zal aanwijzen, bij voorkeur ter zetelplaats van den Volkenbond, vergaderen. Het zal slechts met den Algemeenen Commissaris in betrekking mogen treden; deze zal de vergaderingen van het Toezichtscomiteit moeten bijwonen of er zich op laten vertegenwoordigen. De beslissingen van dit Comiteit worden bij volstrekte meerderheid der aanwezige stemmen genomen; evenwel zal eene meerderheid van twee derden der aanwezige stemmen vereischt worden voor de beslissingen die op artikels 7 en 8 betrekking hebben.

Het Toezichtscomiteit zal in buitengewone zittingen bijeengeroepen worden, wanneer daartoe eene aanvraag, die ten minste tien stemmen vereenigt, ingediend wordt.

ARTIKEL 13.

Het Toezichtscomiteit of elk zijner leden mag alle inlichtingen en uitleggingen vragen over het opmaken van het programma der financieele hervormingen, en over zijne uitvoering. Het Comiteit mag tot den Algemeenen Commissaris alle opmerkingen en alle opwerpingen richten waarvan de noodzakelijkheid zou erkend zijn voor de vrijwaring der belangen van de borgstaande regeeringen.

ARTIKEL 14.

In geval van misbruik mag het Toezichtscomiteit of elke borgstaande Staat zich op den Raad van den Volkenbond beroepen, die onverwijld uitspraak zal doen.

ARTIKEL 15.

Ingeval er een geschil onstaat over de uitlegging van dit Protocol, zullen de partijen de zienswijze van den Raad van den Volkenbond aanvaarden.

Ter oorkonde waarvan de ondergeteekenden daartoe behoorlijk gemachtigd, dit Protocol onderteekend hebben.

Gedaan te Geneve in een enkel exemplaar dat op het Secretariaat van den Volkenbond zal nedergelegd blijven en onmiddellijk door hetzelfde zal geregistreerd worden, den vierden October negentien honder twee en twintig.

(Geteekend) BALFOUR. (Geteekend) SEIPEL.
G. HANOTAUX.
IMPERIALI.
{ KRČMAR.
{ POSPISIL.

AANHANGSELS BIJ PROTOCOL N^o II.

INLEIDING.

1. De waarborg verleend door de Staten die het Protocol N^o II onderteevend hebben zal betrekking hebben op eene Oostenrijksche leening van 650 miljoen kronen-goud, waarvan al de titels van denzelfden aard moeten zijn en dezelfde zekerheid bieden, aangezien het financieel Comité uitgerekend heeft dat het Oostenrijksche tekort van 520 op 650 miljoen kronen goud moet gebracht worden, om rekening te houden met de voorschotten die door zekere regeeringen in den loop van dit jaar gedaan werden en die hun recht geven op terugbetaling hetzij uit de opbrengst van de door den Volkenbond ingerichte leening, hetzij in den vorm van titels die denzelfden waarborg en dezelfde voordeelen genieten.

2. Nochtans, ten einde te verhinderen dat de voorschotten die kunnen voortvloeien uit het waarborgen van het gedeelte van de Oostenrijksche leening dat moet bestemd worden voor de terugbetaling der reeds gedane voorschotten, zouden neerkomen op Staten die bij deze terugbetaling geen belang hebben, en opdat de offers die eventueel aan deze Staten zullen moeten gevraagd worden niet grooter zouden zijn dan deze die zouden voortvloeien uit het waarborgen van eene leening van 520 miljoen kronen-goud, hebben de regeeringen die van de Oostenrijksche regeering terugbetalingen te bekomen hebben (Britsche, Fransche, Italiaansche en Tsjecho-Slowaksche regeeringen) schikkingen genomen die het voorwerp uitmaken van aanhangsel B.

AANHANGSEL A.

De Fransche, Italiaansche en Tsjecho-Slowaksche Regeeringen gaan de verplichting aan het overschot der voorschotten die in 1922 aan de Oostenrijksche Regeering beloofd werden, te bestemmen voor de waarborging der uitgaven van schatkistbons of soortgelijke schatkistoperaties, gewaarborgd door de bruto-ontvangsten der douanen en der rechten op den tabak en voorzien door het verslag van het financieele Comité voor het tijdperk dat de aanneming door de verschillende Parlementen der machtigingen tot waarborging voorafgaat. Het bedrag dezer voorschotten was vastgesteld als volgt :

Frankrijk.	.	.	.	55 miljoen franken.
Italië	.	.	.	70 miljoen lire.
Tsjecho-Slowakije	.	.	.	500 miljoen Tsjecho-Slowaksche kronen.

Door overschot moet verstaan worden, niet alleen de sommen die op de bovenvermelde gezamenlijke sommen nog niet gestort werden, maar deze die, gestort zijnde, met het oog op hunne huidige bestemming voor een ander gebruik zouden kunnen vrijgemaakt worden met de toestemming der Oosten-

rijksche Regeering. Zoodra deze toestemming zal bekomen zijn, zullen de overschotten, zooals ze hier bepaald worden, onverwijld ter beschikking van de Oostenrijksche Regeering gesteld moeten worden om, onder het gezag van den Algemeenen Commissaris of van de voorloopige afvaardiging van den Raad, voor de hierboven bedoelde schatkistoperaties gebruikt te worden.

Zoodra de door de verschillende Parlementen goedgekeurde machtigingen tot waarborging een totaal van ten minste 80 per cent zullen bereikt hebben, zullen de aldus als waarborg gebruikte overschotten van voorschotten vrijgemaakt en aan de belanghebbende regeeringen terugbetaald worden.

Gedaan te Geneve den vierden October negentien honderd twee en twintig.

(*Geleekend*) BALFOUR,
G. HANOTAUX,
IMPERIALI,
KRCMAR,
POSPISIL.

AANHANGSEL B.

De door artikel 5 van Protocol II en door paragraaf 2 der inleiding voorziene verdeling van den waarborg onder de Britsche, Fransche, Italiaansche en Tsjecho-Slowaksche Regeeringen, zal overeenkomstig de volgende beschikkingen geschieden :

1. De waarborg der annuïteiten, overeenkomend met de som van 130 millioen, noodig voor de in paragraaf I der inleiding bedoelde terugbetaling der voorschotten, zal in drie gelijke deelen onder de Britsche, Fransche en Tsjecho-Slowaksche regeeringen verdeeld worden.

2. Daar de som die noodig is tot het terugbetalen van het Tsjecho-Slowaksche te-goed ongeveer 80 millioen kronen-goud beloopt, gaat de Tsjecho-Slowaksche regeering de verbintenis aan het bedrag der terugbetaling waarop zij uit de opbrengst der leening recht zal hebben, tot 60 millioen kronen-goud te beperken. Zij zal in betaling van dit deel van 60 millioen, titels der leening, aannemen die boven het bedrag der effectieve inschrijvingen uitgegeven zullen worden. Wat het overschot dezer schuldvordering betreft, zal zij er zich mede tevreden houden dat het gedekt worde door bons waarvan de waarde in Tsjecho-Slowaksche kronen uitgedrukt is en die dezelfde rechten en waarborgen genieten als de titels der leening, met dien verstande echter dat deze bons den waarborg der andere regeeringen niet zullen genieten en dat zij boven het cijfer van 650 millioen zullen mogen uitgegeven worden.

De Britsche Regeering en de Fransche Regeering, die luidens hunne overeenkomsten recht hebben op de geheele terugbetaling van het bedrag hunner voorschotten uit de opbrengst der eerste leening, nemen een opklimmend barema van terugbetaling aan waarbij het grootste deel van den last der terugbetaling op de laatste gedeelten der leening gebracht wordt.

Italië zal, overeenkomstig een betalingsbarema van denzelfden aard als het

barema aangenomen voor de Engelsche schuldvordering recht hebben op de terugbetaling uit de opbrengst der leening van het deel van zijn voorschot dat niet teruggekregen werd nadat het overeenkomstig aanhangsel A gebruikt werd. Ingeval de waarborg in werking, treedt zal Italië, wat den waarborg van 130 millioen betreft, alleenlijk den last dragen die verbonden is aan het gedeelte van de annuïteit der leening dat overeenkomt met het bedrag der terugbetalingen waarop het recht heeft.

Naarmate Italië er toe zal gebracht worden aldus een deel van den waarborg van 130 millioen op zich te nemen, zal het waarborgaandeel van Frankrijk, van Tsjeko-Slowakije en van Groot-Brittannië in evenredigheid verminderd worden.

(geteekend) BALFOUR.
G. HANOTAUX.
IMPERIALI
{ KRCMAR.
{ POSPISIL.

VERKLARENDE NOTA.

Uit de vergelijking tusschen artikel 5 van het Protocol n^o II (waarbij de volgens overeenkomst te verdeelen waarborg der vier regeeringen op het maximum van 84 t. h. vastgesteld wordt) de inleiding en het aanhangsel B, blijkt :

Dat elke der vier regeeringen er zich toe verplicht ieder 20 t. h. te waarborgen van de annuïteit die overeenkomt met het kapitaal dat ontleend werd om het tekort van 520 millioen te dekken ;

Dat de verdeling van den waarborg op het overschot der annuïteit overeenkomend met het verschil van 130 millioen tusschen het totaal 650 en deze som van 520 millioen, overeenkomstig aanhangsel B zal geregeld worden.

Geneve, den 4ⁿ October 1922.

(Geteekend.) BALFOUR.
G. HANOTAUX.
IMPERIALI.
{ KRCMAR.
{ POSPISIL.

PROTOCOL N^o III.

De ondergeteekende, handelend in naam der Oostenrijksche Regeering en daartoe behoorlijk gemachtigd, verklaart de volgende verplichtingen te aanvaarden :

1. De Oostenrijksche Regeering zal aan het Parlement de bekrachtiging vragen van de door haar onderteekende politieke verklaring, die het voorwerp uitmaakt van Protocol n^o 1.

2. De Oostenrijksche Regeering zal, binnen den loop éener maand, in samenwerking hetzij met den Algemeenen Commissaris wiens bevoegdheid het voorwerp uitmaakt van de hiernavolgende paragraaf 4, hetzij met eene voorloopige afvaardiging van den Raad van den Volkenbond, die te dien einde benoemd zal kunnen worden, een programma voor hervorming en gezondmaking opstellen hetwelk trapsgewijs zal verwezenlijkt worden en bestemd is om Oostenrijk in staat te stellen binnen een termijn van twee jaar een blijvend evenwicht in zijne begrooting te brengen en waarvan de algemeene lijnen in het verslag van het Financieel Comité uiteengezet zijn (Bijlage). Dit programma zal Oostenrijk in staat moeten stellen aan zijne verplichtingen te voldoen door het vermeederen der inkomsten en het verminderen der uitgaven; het zal elke toevlucht tot leeningen uitsluiten, behalve in de voorwaarden die er in bepaald zullen worden; het zal, luidens de bewoordingen der statuten te geven aan de in te stellen Bank van uitgifte, elke nieuwe vermeederen van papieren geld verbieden.

Het zal bovendien Oostenrijk in staat moeten stellen zijne financieele stabiliteit op duurzame grondslagen te vestigen door eene reeks maatregelen welke een algemeene economische hervorming voor doel hebben. Het verslag van het Economisch Comité, dat dezen kant van het vraagstuk behandelt, zal aan den Algemeenen Commissaris medegedeeld worden.

Het is wel verstaan dat, ingeval bij de toepassing zou blijken dat het eerste programma onvoldoende is om een duurzaam evenwicht in de begrooting binnen eenen termijn van twee jaar te herstellen, de Oostenrijksche Regeering, na beraadslaging met den Algemeenen Secretaris, daarin wijzigingen zou moeten brengen aangepast aan het hoofdzakelijk te bereiken doel. De Oostenrijksche Regeering zal aan het Parlement vragen bovenvermeld plan goed te keuren.

3. De Oostenrijksche Regeering zal onmiddellijk aan het Parlement een ontwerp van wet voorleggen, waarbij gedurende twee jaar aan elke Regeering die dan aan het bewind zou zijn, volmacht zal gegeven worden om, binnen de perken van dit programma, alle maatregelen te nemen die naar hare meening noodig zouden zijn ten einde het herstel van het evenwicht in de begrooting op het einde van dezen termijn te verzekeren, zonder dat het

noodig zij gezegde maatregelen naderhand door het Parlement te doen bekrachtigen.

4. Oostenrijk aanvaardt de benoeming door den Raad van den Volkenbond van eenen Algemeenen Commissaris, die tegenover den Raad verantwoordelijk en door dezen afzetbaar zal zijn. Zijne ambtstezigheden worden in hoofdzaak omschreven in het verslag van het Financieel Comité.

Hij zal voor opdracht hebben de uitvoering van het hervormingsprogramma te eischen en over zijne uitvoering te waken. De Algemeene Commissaris zal te Weenen verblijven. Hij zal zich met het noodige technische personeel mogen omringen. De uitgaven van den Algemeenen Commissaris en van zijnen dienst zullen worden goedgekeurd door den Raad en ten laste zijn van de Oostenrijksche Regeering. De Algemeene Commissaris zal elke maand aan den Raad een verslag doen toekomen over den vooruitgang gemaakt door de hervormingen en de verkregen uitslagen. Dit verslag zal onverwijld aan de leden van het Toezichtscomité medegedeeld worden.

De Oostenrijksche Regeering neemt aan niet te beschikken over de uit de leeningen afkomstige gelden, noch handelingen te verrichten bestemd om het resultaat der leeningen te disconteerden, tenzij met de toelating van den Algemeenen Commissaris, met dien verstande dat de voorwaarden die door den Algemeenen Commissaris zullen vastgesteld worden voor het verleenen dezer toelating slechts voor doel zullen mogen hebben de trapgewijze verwezenlijking van het hervormingsprogramma te bevorderen en een waardevermindering der voor den dienst der leening bestemde waarborgen te vermijden.

Indien de Oostenrijksche Regeering meent dat de Algemeene Commissaris van zijne macht heeft misbruik gemaakt, zal zij zich op den Raad van den Volkenbond kunnen beroepen.

Het ambt van Algemeenen Commissaris zal bij besluit van den Raad van den Volkenbond ophouden, zoodra deze zal vastgesteld hebben dat de financiële stabiliteit van Oostenrijk zal verzekerd zijn, met voorbehoud van het bijzonder toezicht over de voor den dienst der leening bestemde panden.

5. De Oostenrijksche Regeering zal de bruto-ontvangsten van douanen en van het tabaksmonopolie en, ingeval de Algemeene Commissaris het noodig zou achten, in overeenstemming met hem, andere specifieke panden bestemmen als panden voor de gewaarborgde leening. Zij zal geen enkelen maatregel nemen die, naar de meening van den Algemeenen Commissaris van aard zou kunnen zijn de waarde dezer panden te verminderen zoodat het onderpand der schuldeischers en der borgstaande Staten in gevaar zou worden gebracht. De Oostenrijksche Regeering zal namelijk, zonder de goedkeuring van den Algemeenen Commissaris, in de tarieven der als waarborg aangewende ontvangsten geene wijzigingen mogen brengen, die voor gevolg zouden hebben huone ingoud geschat te globale minimum-opbrengst, zooals deze vóór de uitgifte der leeningen ter dekking van de noodige jaarlijksche aflossing zal vastgesteld zijn, te verminderen.

De opbrengst der als panden aangewende bruto-inkomsten zal naar

gelang hunner ontvangst op eene afzonderlijke rekening gestort worden, ten einde den dienst der jaarlijksche aflossingen van de leeningen te verzekeren. De Algemeene Commissaris alleen zal de beschikking hebben over deze rekening. De Algemeene Commissaris zal het invoeren van wijzigingen of verbeteringen kunnen verlangen ten einde de productiviteit der als pand aangewende ontvangsten te vermeerderen. Ingeval het hem ondanks deze opmerkingen zou voorkomen dat het beheer der Oostenrijksche Regeering de waarde dezer panden ernstig in gevaar brengt, zal hij kunnen eischen dat dit beheer zou worden overgedragen aan een afzonderlijk bestuur, hetzij door middel van in regie-stelling, hetzij door middel van vergunning of van verpachting.

6. a) De Oostenrijksche Regeering verbindt zich geene vergunningen te verleenen die, naar de meening van den Algemeenen Commissaris, van aard zouden zijn de uitvoering van het programma in gevaar te brengen.

b) De Oostenrijksche Regeering ziet af van elk recht op de uitgifte van papieren geld en zal niet onderhandelen over eene leening nog er eene sluiten dan overeenkomstig het hierboven bepaalde programma en met de toelating van den Algemeenen Commissaris. Indien de Oostenrijksche Regeering zou meenen dat het noodig zou zijn het sluiten van leeningen buiten de voorwaarden van het in dit protocol vermelde programma in overweging te nemen, zal zij hare plannen vooraf aan de goedkeuring van den Algemeenen Commissaris en van het Toezichtscomitee moeten voorleggen.

c) De Oostenrijksche Regeering zal aan het Parlement vragen de statuten der Bank van uitgifte overeenkomstig het verslag van het Financieel Comité (Bijlage) en in voorkomend geval de wet van 24 Juli 1922 (Bulletin der wetten, n° 490), zooals noodig geacht wordt, te wijzigen. De statuten der Bank van uitgifte moeten haar ten opzichte der Regeering eene volledige zelfstandigheid verzekeren. Zij zal dienst moeten doen als kassier van den Staat, zij zal de kasverrichtingen van ontvangsten en uitgaven moeten centraliseeren en periodieke staten van den stand der kas moeten verstrekken op datums en in den vorm die in overeenstemming met den Algemeenen Commissaris zullen vastgesteld worden.

d) De Oostenrijksche Regeering zal de beslissingen nemen en uitvoeren die noodig zijn ten einde het gezondmakingsprogramma volkomen te verwezenlijken met inbegrip van de administratieve hervormingen en de in de wetgeving onontbeerlijke wijzigingen.

7. De Oostenrijksche Regeering zal alle noodige maatregelen nemen ten einde de openbare orde te handhaven.

8. Alle hierboven bepaalde verplichtingen, betreffende de bevoegdheid van den Algemeenen Commissaris en betreffende de hervormingen op financieel of administratief gebied, zijn, voor zoover zij betrekking hebben op een tijdperk na 1 Januari 1925, voorwaardelijk en zullen slechts definitief worden wanneer de Britsche, Fransche, Italiaansche en Tsjecho-Slowaksche Regeeringen hunne belofte van waarborging bekrachtigd zullen hebben door de goedkeuring van hunne respectieve parlementen.

De Oostenrijksche Regeering gaat echter voor goed de verbintenis aan

a) Van nu af al de in zijne macht zijnde maatregelen te nemen om het tekort te verminderen, welke maatregelen inzonderheid bestaan in het verhoogen der tarieven van de spoorwegen, de posterijen, de telegrafen en de verkoopprijzen van de opbrengst der monopolies;

b) Aan het Oostenrijksche Parlement onverwijld het in paragraaf 3 vermelde wetsontwerp voor te leggen, waardoor gedurende twee jaar aan de thans aan het bewind zijnde Regeering of aan elke andere Regeering die haar zal opvolgen volmacht zal gegeven worden om alle maatregelen, die naar hare meening noodig zouden zijn, te nemen, ten einde het herstel van het evenwicht in de begrooting op het einde van dit tijdperk te verzekeren;

c) Onmiddellijk een programma van hervormingen voor te bereiden, de noodige wetgevende maatregelen uit te lokken, de eerste maatregelen van uitvoering in dit programma voorzien toe te passen van nu tot 1 Januari 1923.

9. Ingeval van meningsverschil betreffende de uitlegging van dit Protocol zullen de partijen het advies van den raad van den Volkenbond aanaanvaarden.

Dit Protocol zal worden medegedeeld aan de Staten die het Protocol N^o II geteekend te Genève den 4 October 1922, onderteekend hebben.

Ter oorkonde waarvan de ondergeteekende, daartoe behoorlijk gemachtigd, dit Protocol geteekend heeft.

Gedaan te Genève in een enkel exemplaar, dat nedergelegd zal blijven op het Secretariaat van den Volkenbond en door hetzelfde onmiddellijk zal geregistreerd worden, den vierden October negentien honderd twee en twintig.

(get.) SEIPEL.



(18)

(ANNEXES AU N° 66.)

(BIJLAGEN VAN N° 66.)

PROJET DE LOI

autorisant le Gouvernement à accéder à une Convention signée à Genève le 4 octobre 1922, par les Gouvernements britannique, français, italien, tchécoslovaque et autrichien en vue d'aider l'Autriche dans son œuvre de restauration économique et financière.

Albert,

ROI DES BELGES,

A tous présents et à venir, Salut.

Sur la proposition de Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, et de Notre Ministre des Affaires Etrangères et de l'avis conforme de Notre Conseil des Ministres;

NOUS AVONS ARRÊTÉ ET ARRÊTONS :

Le projet de loi dont la teneur suit sera présenté en Notre nom aux Chambres législatives par Notre Premier Ministre, Ministre des Finances, et Notre Ministre des Affaires Etrangères.

ARTICLE PREMIER.

Le Gouvernement est autorisé à accéder à la déclaration et à la Convention ci-annexées, faisant l'objet des protocoles n°s I et II (y compris les annexes de ce dernier) signés à Genève, le 4 octobre 1922, par les Gouvernements britannique, fran-

ONTWERP VAN WET

waarbij de Regeering gemachtigd wordt toe te treden tot eene Overeenkomst geteekend te Geneve, den 4ⁿ October 1922, door de Britsche, Fransche, Italiaansche, Tsjecho-Slowaksche en Oostenrijksche Regeeringen, met het doel Oostenrijk te helpen in zijn werk van economischen en financieelen heropbouw.

Albert,

KONING DER BELGEN,

Aan allen, tegenwoordigen en toekomstenden, Heil.

Op de voordracht van Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën, en van Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken en volgens advies van Onzen Ministerraad;

WIJ HEBBEN BESLOTEN EN WIJ BESLUITEN :

Het wetsontwerp waarvan de inhoud volgt, zal in Onzen naam door Onzen Eersten Minister, Minister van Financiën, en Onzen Minister van Buitenlandsche Zaken, bij de Wetgevende Kamers worden ingediend.

ARTIKEL ÉÉN.

De Regeering wordt gemachtigd toe te treden tot de hierbij gevoegde verklaring en overeenkomst welke het voorwerp uitmaken der Protocollen n°s I en II (de bijlagen van laatstgemeld inbegrepen) geteekend te Genève, den 4 Oktober 1922,

çais, italien, tchécoslovaque et autrichien, en vue d'aider l'Autriche dans son œuvre de restauration économique et financière.

ART. 2.

Aux conditions déterminées ci-après, le Gouvernement est autorisé à attacher la garantie subsidiaire de l'État au service de l'intérêt et de l'amortissement de l'emprunt de 650 millions de couronnes-or autrichiennes à émettre conformément au Protocole n° II.

ART. 3.

La garantie de l'État belge est limitée à la proportion de deux pour cent (2 p. c.) de l'annuité dudit emprunt, sans que l'engagement ainsi contracté puisse excéder, en capital, un montant de treize millions de couronnes-or autrichiennes (13.000.000 de couronnes).

ART. 4.

Les crédits nécessaires pour l'exécution de la présente loi seront inscrits au budget de la Dette Publique.

Un arrêté royal déterminera la forme et les conditions de la garantie du Trésor.

Donné à Bruxelles, le 7 décembre 1922.

ALBERT.

Par le Roi :
Le Premier Ministre,
Ministre des Finances,

G. THEUNIS.

Le Ministre des Affaires Étrangères,

Henri JASPAR.

door de Britsche, Fransche, Italiaansche, Tsjecho-Slowaksche en Oostenrijksche Regeeringen, met het doel Oostenrijk te helpen in zijn werk van economischen en financieelen heropbouw.

ART. 2.

Op de hierna aangeduide voorwaarden, wordt de Regeering gemachtigd den onderstandswaARBORG van den Staat te hechten aan den dienst der interesten en der delging van de leening van 650 millioen Oostenrijksche kronen-goud uit te geven overeenkomstig Protocol n° II.

ART. 3.

De waarborg van den Belgischen Staat wordt beperkt tot beloop van twee per cent (2 t. h.) der annuïteit van gemelde leening, zonder dat de aldus aangegane verbintenis, in kapitaal, het bedrag van dertien millioen Oostenrijksche kronen-goud (13.000.000 kronen) mag overschrijden.

ART. 4.

De kredieten noodig tot het uitvoeren dezer wet zullen op de begrooting der Openbare Schuld uitgetrokken worden.

Een Koninklijk besluit zal den vorm en de voorwaarden van den waarborg der Schatkist vaststellen.

Gegeven te Brussel, de 7 December 1922.

Van 's Konings wege :
De Eerste Minister,
Minister van Financiën,

De Minister van Buitenlandsche Zaken,